

DÉSOLÉ, C'EST FERMÉ !

Dans notre précédent numéro, nous évoquions la réunion du Comité technique de réseau de la DGFIP du 30 septembre. Les organisations syndicales avaient claqué la porte en raison de l'attitude de la Direction Générale refusant d'aborder la problématique de l'accueil dans son ensemble.

Depuis, les choses s'accroissent. **La DG a décidé de réduire les horaires d'ouverture** des services au public, et passe en force. Visiblement, les directions locales ont été sommées de mettre rapidement en application cette décision unilatérale.

A la DRFiP 44, sans la moindre information préalable des représentant-es du personnel au CTL et au CHSCT, les collègues sont invité-es à indiquer leur préférence quant au jour de fermeture.

Plusieurs services ont d'ores et déjà réagi en signant une pétition refusant l'oukase de la DG.

D'autres directions ne s'embarrassent même pas de ce genre de préliminaires. La DRFiP 13 (une « direction de choc » il est vrai !) a ainsi informé, le 14 octobre, de la fermeture au public le jeudi des Centres des Finances Publiques de Marseille et Aix-en-Provence à compter du 16 octobre, et ceci jusqu'au 31 décembre. (voir, pour plus de détails, le [site](#) de nos camarades des Bouches du Rhône).

En pleine période d'échéances fiscales, fallait oser !

Il s'agirait d'une « expérience » menée sous l'égide de la DG. Le cynisme de l'offre qui crée la demande est l'hypothèse de base : consacrer trop de temps à l'accueil rendrait illisibles les autres possibilités de contacter nos services, et limiter l'ouverture au public diminuerait la demande du contribuable d'être reçu... C'est pourtant au contraire que l'on a assisté ces dernières années !

Sur le fond, généraliser une diminution de l'ouverture au public repose sur d'autres considérations. Cela entérinerait, de fait, des pratiques qui font florès, particulièrement dans le réseau comptable où les agents n'en peuvent plus.

Fermer au public est un révélateur :

- ✓ révélateur des conséquences de l'incurie de celles et ceux qui ont déstructuré nos services,
- ✓ révélateur des conséquences de la concentration de l'accueil sur des guichets uniques,
- ✓ révélateur de l'organisation du travail en front office/back office qui fragmente et empêche une continuité dans la gestion des dossiers au sein de la mission fiscale,
- ✓ révélateur, malgré les protocoles entre comptables des SIP, de l'absence de cohérence et de ligne pour les agent-es « mutualisé-es » à l'accueil,
- ✓ révélateur de ce que la « mutualisation » de l'accueil est en fait un prélèvement sur les services de gestion particulièrement pesant en période de suppressions d'emplois, et source de tension entre chefs de service.

Ne nous trompons pas de diagnostic : la fermeture d'un jour ne sera pas une « respiration », ou du moins elle ne le restera pas longtemps. Fermer nos services au public, c'est accélérer les restructurations et les suppressions d'emplois.

La DG veut réorienter les contribuables vers d'autres canaux : plate-formes téléphoniques, centres de contact et autres maisons du service public.

Cela rappelle la stratégie mise en place par la Poste...



Le dialogue social est décidément au point mort à la DGFIP, au niveau national du moins. En peu de temps, plusieurs réunions entre la DG et les organisations syndicales ont tourné court : CTR du 30/09, mais aussi groupe de travail (GT) informatique du 16/10, GT Enregistrement/SPF du 06/10, GT réorganisation des SIE du 02/10....

Preuve, s'il en était besoin, qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur les possibilités de faire avancer nos idées et nos revendications dans le seul cadre du dialogue institutionnel.

La CGT n'a jamais tenu d'autre discours que celui qui appelle, en même temps, à l'intervention des agent-es sous les formes les plus diverses.

Et ce n'est pas l'approche des élections professionnelles qui nous fera changer de pratique.



PALÉONTOLOGIE

Début septembre, François Rebsamen, le Ministre du travail, prônait un contrôle renforcé des chômeurs, sous-entendant que beaucoup ne faisaient pas « l'effort » de rechercher activement un emploi.

Début octobre, le Premier Ministre et son Ministre des relations avec le parlement s'en prennent aux allocations, jugées trop généreuses en montant et en durée.

Ils n'ignorent pourtant pas que, depuis le dernier accord intervenu entre le Medef et les organisations syndicales réformistes, la majorité des allocataires ont perdu en moyenne 3 jours d'indemnisation par mois. Ils n'ignorent pas que 6 privé-es d'emploi sur 10 n'ont aucune indemnisation.

Rebsamen, Valls et Le Guen se veulent modernes, ce sont en fait de vieux dinosaures, car c'est toujours et partout le même discours :

« Une légende absurde circule dans la presse conservatrice d'après laquelle le chômage est uniquement dû à la paresse et à la rapacité des travailleurs. Cette légende veut que l'ouvrier anglais n'ait d'autre but dans la vie

que d'éviter tout labeur fatigant pour vivre, sans rien faire, de ses 18 shillings par semaine. Et ce sont les auteurs de cette légende qui ont inventé le terme « aumône » pour désigner les indemnités de chômage. « Aumône » est un vilain mot, une expression pleine de mépris, qui évoque l'idée d'argent versé par charité à des parasites indignes. Cette croyance, que les sans-travail représentent une véritable armée de sybarites faisant bonne chère avec de l'argent mendié à la charité des contribuables, est assez répandue parmi les classes aisées d'Angleterre. Or le sort des sans-travail est en réalité loin d'être enviable. Comment, à tout prendre, peut-on vivre avec 18 shillings par semaine ? La réponse est simple : on ne vit pas, on arrive tout juste à ne pas mourir. » (Georges Orwell - 1929)

